Questions orales

M. Yewchuk: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné qu'on a découvert cette erreur vers le 21 juin et qu'un certain nombre de lettres portent cette date, le ministre peut-il nous dire pourquoi ces lettres n'ont été envoyées aux agriculteurs qu'après les élections?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, c'est inexact. De nombreux agriculteurs ont reçu leurs lettres avant les élections.

* * *

L'IMMIGRATION**L'AIDE À L'INTÉGRATION DES JEUNES IMMIGRANTS DANS LE SYSTÈME SCOLAIRE**

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Quel genre d'aide le ministre accorde-t-il aux conseils scolaires de l'ensemble du Canada pour leur permettre d'intégrer les enfants immigrants au système canadien et éviter que le racisme ne fasse sa hideuse apparition dans nos villes canadiennes?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, la question de l'éducation des enfants, qu'il s'agisse ou non d'immigrants, relève essentiellement de la compétence des administrations provinciales. Toutefois, il y a eu dans un certain nombre de régions de notre pays des discussions avec les autorités provinciales pour déterminer les formes d'aide au sein de tout un éventail de programmes fédéraux, mais on n'a encore pris aucun engagement précis.

* * *

LE MULTICULTURALISME**LE RAPPORT DU CONSEIL CONSULTATIF—DEMANDE DE DÉPÔT**

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question supplémentaire au ministre chargé du multiculturalisme. Le 3 mars 1975, le ministre a déclaré que le rapport du Conseil consultatif canadien sur le multiculturalisme serait publié très prochainement. Le ministre peut-il nous dire quand ce rapport sera publié et s'il a l'intention de le déposer à la Chambre?

L'hon. John C. Munro (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, ce rapport est actuellement en cours d'impression. J'espère qu'il sera prêt au cours de la deuxième moitié de juin ou vers la mi-juin et je me ferai alors un plaisir de le déposer à la Chambre.

* * *

LES APPROVISIONNEMENTS ET SERVICES**LA QUESTION DU RECOURS À DES ENTREPRISES PRIVÉES POUR LA LIVRAISON DU COURRIER—LES MOTIFS ET LE COÛT**

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Approvisionnement et Services. Pourrait-il nous dire si le gouvernement du Canada utilise, pour la livraison du courrier, les servi-

ces de sociétés privées et, dans l'affirmative, pour quelles raisons et à quel prix?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): Monsieur le président, j'ignore si les services utilisés font concurrence au service postal. Je suis assuré que non, mais je vais faire une enquête et donner la réponse à l'honorable député.

* * *

[Traduction]

LA CONSOMMATION**L'APPARENTE PUBLICITÉ TROMPEUSE DU MINISTRE DES POSTES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT**

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire que j'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Les postes sont encore sens dessus dessous. Pourquoi le ministre ne remplit-il pas ses responsabilités envers les Canadiens? Pourquoi n'empêche-t-il pas que l'on continue à tromper le public en lui annonçant une livraison prochaine, alors que ce n'est pas vrai et que rien ne fonctionne?

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le président, si l'honorable député a une plainte directe à faire au sujet de la publicité qu'il a entendue ou vue hier, il pourrait peut-être me la faire parvenir et je l'étudierai. Mais je ne crois pas qu'il ait vu une semblable publicité au cours des derniers jours.

[Traduction]

M. Bawden: Monsieur l'Orateur, une dernière question supplémentaire. Le ministre sait fort bien que le service de livraison du courrier au Canada ne remplit pas les promesses qu'il fait. J'aimerais savoir pourquoi le ministre ne prend pas les mesures nécessaires, pourquoi il accepte d'appliquer au gouvernement du Canada des règles différentes de celles qu'il impose à l'entreprise privée et aux autres Canadiens?

[Français]

M. Ouellet: Pour deux raisons, monsieur le président. Premièrement, j'ai pleinement confiance dans le ministre des Postes actuel, qui saura sûrement trouver une façon de régler le conflit. Deuxièmement, parce que je n'ai pas vu, au cours des derniers jours, une telle publicité et je mets au défi l'honorable député de me faire parvenir semblable publicité si, lui, il l'a vue récemment.

* * *

[Traduction]

L'IMMIGRATION**LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS POUR L'APPLICATION DES LOIS—DEMANDE D'EXPLICATIONS**

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a pris note, mardi dernier, d'une question que je lui ai posée relativement aux irrégularités qui ont été reprochées par certaines forces policières américaines au Service de renseignements pour l'application des lois, organisme de collaboration policière. Le ministre est-il maintenant en mesure d'informer la Chambre?